BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Arrêté du 21 décembre 2012 portant cessation de fonctions et nomination (régisseurs d'avances et de recettes) au tribunal de grande instance de Saint-Etienne NOR : JUSB1243243A

La garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu le décret n°92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1996 habilitant le garde des sceaux, ministre de la justice, à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès des juridictions civiles et pénales ;

Vu l'arrêté du 14 mai 1996 portant institution de régies d'avances et de régies de recettes auprès des juridictions civiles et pénales ;

ARRÊTE

Article 1

Il est, à compter de la date du présent arrêté, mis fin aux fonctions de Mme Marie-Christine FAYARD épouse MERLE GOULARD de CURRAIZE, greffière du 1er grade, en sa qualité de régisseuse titulaire au tribunal de grande instance de Saint-Etienne.

Article 2

Il est, à compter de la date du présent arrêté, mis fin aux fonctions de Mme Samira BENCHAHBOUNE épouse BENZEGHADI, secrétaire administrative de classe normale, en sa qualité de régisseuse suppléante au tribunal de grande instance de Saint-Etienne.

Article 3

Mme Solange GALLOT épouse BLACHON, secrétaire administrative de classe normale, est, à compter du présent arrêté, nommée régisseuse intérimaire, à titre exceptionnel, pour une durée maximale de 6 mois, au tribunal de grande instance de Saint-Etienne.

Article 4

Mme Malika HAMDELLOU épouse MOKTAFI, adjointe administrative de 2ème classe, est, à compter du présent arrêté, nommée régisseuse suppléante au tribunal de grande instance de Saint-Etienne.

Article 5

La directrice des services judiciaires est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et notifié par les chefs de la cour d'appel de Lyon, en leur qualité d'ordonnateurs secondaires au comptable assignataire.

Fait le 21 décembre 2012.

La garde des sceaux, ministre de la justice, Par délégation la chef du bureau des carrières et de la mobilité professionnelle,

Marie-Noëlle DEHOUCK